

## Texte CAA d'Amiens

10/12/18

Comme dans tous les services publics d'Etat, ce qu'on appelle « les services de proximité », il est clair que les personnels de l'Education Nationale sont au plus près de la réalité du terrain social.

Il n'est pas question pour les enseignants et les syndicats de la FSU d'ignorer la cohérence entre les mouvements de protestation, de colère, voire de désespoir, qui remuent le pays et l'urgence de plus en plus avérée de défendre la Fonction publique, pour l'intérêt général, l'équité citoyenne et le progrès social.

Les orientations, budgétaires et idéologiques, du Ministère de l'Education, qui sont scandaleusement en-dessous des enjeux sociaux et de formation de notre temps, entrent dans l'ensemble de la politique gouvernementale dite « libérale » dont les effets désastreux et malsains réveillent depuis plusieurs semaines la conscience collective afin de s'y opposer, et cela dans un climat de haine générée par les réponses strictement répressives et sourdes de M. Macron.

La dégradation des conditions d'exercice des enseignants, la précarisation des moyens, l'insuffisance des salaires, la démultiplication des pressions hiérarchiques, la submersion des collègues sous des tâches chronophages dont la portée et le sens leur échappent de plus en plus, tout ce sentiment qu'on confisque aux enseignants leur métier entre évidemment en résonance avec le sentiment que beaucoup de citoyens ont d'être dépossédés de leurs droits et de leur libre arbitre. La Fonction publique reste aussi la cible continue du gouvernement : gel du point d'indice, externalisation des missions, réduction de l'offre ... On reparle même du passage de 1 à 3 jours de carence.

Nous avons actuellement dans la rue nos Lycéens et nos Etudiants qui en viennent là pour pouvoir reconquérir la maîtrise de leur avenir contre une réforme des Lycées et du Supérieur qui vient imposer un déterminisme social archaïque.

Le SNES, qui a très clairement montré et justifié son opposition à une réforme qui n'améliore pas l'avenir de la jeunesse, soutient ce mouvement légitime tout en avertissant le gouvernement des dangers d'une brutalité policière disproportionnée et qui n'a rien à voir avec une politique d'apaisement et d'écoute.

Dans l'immédiat, nous appelons les collègues à se saisir de toutes les occasions pour se mobiliser et exprimer leur refus des politiques menées. A minima, le vendredi 14 décembre doit être une étape de mobilisation et d'expression des revendications des collègues sous formes diverses, grève, manifestations, AG... La section académique du Snes-FSU appelle d'ores et déjà à un rassemblement devant le rectorat d'Amiens le 19 décembre à 14h30, jour du CTM de dotation des budgets et de l'examen des programmes par le CSE. Devant la gravité du contexte, le SNES soutient toutes les sections d'établissement s'engageant dans l'action.

### Analyse des résultats élections professionnelles

La CAA d'Amiens fait le constat d'un recul du Snes dans l'Académie par rapport à 2014 au profit du SNALC qui connaît une forte progression et de FO qui progresse dans une moindre mesure. L'un et l'autre acquièrent un siège supplémentaire dans la CAPA des certifiés.

Comment l'expliquer ? Certes, la campagne agressive du SNALC sur le PPCR, qui a beaucoup communiqué et relayé de façon dévoyée et faussée la perte salariale pour les collègues avec la mise en place du PPCR, a joué dans les résultats mais plus largement, la CAA réunie a pointé le problème du modèle actuel de notre syndicat. On observe dans l'académie, une perte de dynamique collective et une perte de repères politiques des collègues.

Comment faire ? L'objectif est de retrouver des liens avec les S1 qui se sentent de moins en moins concernés et plus généralement avec les syndiqués. Le problème est le maillage local qui se délite et ne tient plus. Il n'y a plus de retour spontané des S1 sur leurs situations d'établissements et vice versa, les S1 ne se sentent pas toujours investis par les modalités d'actions et les communiqués décidés par le S4. Il faut repartir de la base car le réseau des S1 est aujourd'hui soit quasi inexistant soit virtuel suivant les établissements. La CAA en conclut qu'il faut faire autrement : « il serait fou de penser qu'en faisant la même chose, on fera quelque chose de différent » !